

Togo: 20 dates pour cerner le parcours de Me Agboyibo



C'est la surprise du week-end. L'ancien Premier ministre togolais, Me Yawovi Agboyibo n'est plus. L'opposant a rendu l'âme des suites d'une courte maladie à Paris où il s'est rendu depuis plusieurs semaines. Plusieurs retiennent de l'homme politique un patriote et un leader animé par l'amour de son pays. Me Agboyibo a été de tous les combats. Trois fois candidat à la Présidence togolaise, celui qui a passé 7 mois en prison pour avoir dénoncé les exactions du régime ne verra finalement pas l'alternance politique de son vivant. Insulté, critiqué et vilipendé pour son approche et sa conception de la lutte politique, qui ont pourtant permis au pays d'engranger plusieurs résultats dans le processus de démocratisation, le bélier noir n'aura pas été compris par ses pairs de l'opposition quand il avançait le concept de « déverrouillage des institutions de la République ». Togobreakingnews.info vous propose son combat en 20 dates clés.

Voici les 20 dates clés du parcours politique de Me Agboyibo

Octobre 1969: Il débute la profession d'Avocat au Barreau de Lomé chez Me Anani Santos avant de rejoindre en mars 1971 l'Etude de Me Raymond Viale que venaient de quitter Me Guy Adjetej Kouassigan et Me Noé Kutuklui.

Mars 1985 : Il est élu Député indépendant à l'Assemblée Nationale du Togo.

Avril 1987: Il démissionne des fonctions de rapporteur général de l'Assemblée Nationale en protestation contre un projet de loi du gouvernement visant à supprimer de la liste des fêtes légales, la date anniversaire de l'indépendance du Togo, le 27 avril.

Juillet 1987 : Il est élu Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Togo.

Octobre 1987 : Il est élu Premier Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH).

Mars 1990 : Il est réélu Député indépendant à l'Assemblée Nationale du Togo.

Octobre 1990 : Il démissionne de ses fonctions de Président de la CNDH à la suite de la répression policière du soulèvement populaire du 05 octobre 1990.

Mars 1991 : le 14 mars, il est élu Président d'un regroupement de dix associations qui le portent à la tête d'un front dénommé Front des Associations pour le Renouveau (FAR). A ce titre, il appelle au soulèvement populaire du 16 mars 1991 à la suite duquel le régime a rétabli, à l'issue des discussions avec le FAR, le multipartisme, a concédé l'amnistie pour le retour des compatriotes contraints à l'exil et a accepté la tenue d'une assise nationale en vue de définir les bases de l'édification d'un Togo démocratique.

Avril 1991 : Il a créé le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), parti qu'il va présider jusqu'au Congrès des 17 et 18 octobre 2008 à l'issue duquel il en a été fait Président l'Honneur.

Février 1994 : Le CAR obtient 36 sièges sur 81 au Parlement. Gnassingbé Eyadéma nomma Edem Kodjo dont le parti a obtenu 6 sièges Premier ministre, mettant ainsi fin à une alliance entre les opposants.

{loadmoduleid 210}

1998 : le Président du CAR s'est porté candidat à l'élection présidentielle. Me Agboyibo obtient 9,5 % des voix alors que Gnassingbé Eyadéma s'est fait proclamé vainqueur devant Gilchrist Olympio, pourtant en tête lors des dépouillements. La crise politique née de cette élection aboutira à la signature un an plus tard de l'Accord cadre de Lomé.

03 août 2001 – 14 mars 2002 : Il est incarcéré à la prison civile de Lomé pour avoir dénoncé l'assassinat de Mathieu Kégbé et autres crimes commis dans la préfecture de Yoto par des militants du RPT dirigés par Akomabou.

2003 : Me Agboyibo s'est de nouveau présenté à l'élection présidentielle. Il obtient 5,1 % des voix selon les résultats officiels, loin derrière Gnassingbé Eyadéma et Emmanuel Bob Akitani, le candidat de l'UFC.

Avril 2005 : Il renonça à sa candidature pour soutenir Bob Akitani, désigné par l'UFC et soutenu par la majorité des partis politiques de l'opposition pour affronter dans les urnes, Faure Gnassingbé, mis au pouvoir l'armée togolaise avant de démissionner pour être désigné candidat à l'élection présidentielle.

Mars 2006 : Il préside le Dialogue National qui a abouti à l'Accord Politique Global (APG) du 20 août 2006.

Septembre 2006 : Il fut nommé Premier ministre Togo pour la mise en œuvre de l'Accord Politique Global (APG). Mais le refus de l'Union des forces de changement (UFC) d'entrer au gouvernement ne lui a pas permis de réussir cette mission. Sous son magistère, le pays réussira toutefois à organiser des élections législatives apaisées.

2008 : Agboyibo quitte la présidence du CAR et laisse la place à Dodji Apevon. Agboyibo devient président d'honneur du parti.

2010 : Me Agboyibo était candidat à l'élection présidentielle mais arrive loin en 3^e position avec 2,96 % des voix derrière Faure Gnassingbé et Jean-Pierre Fabre alors candidat de l'UFC.

Janvier 2017 : Retour de Me Agboyibo à la tête du CAR. C'est d'ailleurs à son titre de de Président de cette formation politique qu'il a participé à plusieurs manifestations et rencontres de la Coalition des 14 partis politiques de l'opposition entre août 2017 et décembre 2018 avant le retrait de son parti.

Mai 2020 : L'opposant tire sa révérence après avoir vainement tenté de faire prospérer son idéal de déverrouillage des institutions républicaines dans le but de faire du Togo un pays de justice sociale, d'égalité entre les citoyens, bref de démocratie.

Suivez également la frise chronologique ci-dessous

{loadmoduleid 212}